

ASSEMBLÉE NATIONALE

26 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-912

présenté par

Mme Regol, Mme Arrighi, Mme Sas, M. Thierry, M. Bayou, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Rousseau, Mme Sebaihi, M. Taché et Mme Taillé-Polian

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Sécurités »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Police nationale	0	250 000 000
Gendarmerie nationale	0	0
Sécurité et éducation routières	0	0
Sécurité civile	250 000 000	0
TOTAUX	250 000 000	250 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les rapports se succèdent pour souligner le risque de rupture capacitaire de notre modèle de sécurité civile face à l'emballlement du réchauffement climatique et demander à la puissance publique

d'investir pour se préparer à la hausse du risque de feux de forêt. Les écologistes souhaitent donc que l'État anticipe et par conséquent élargisse la flotte d'aéronefs dont dispose la sécurité civile en acquérant 10 hélicoptères bombardiers lourds.

Un hélicoptère Super Puma coûtant environ 25 millions d'euros d'après le rapport d'information sénatorial sur la flotte d'aéronefs bombardiers d'eau de la sécurité civile, il est donc proposé un transfert en CP et AE de 250 millions d'euros du programme "Police nationale" vers le programme "Sécurité civile".

Nous demandons par ailleurs au Gouvernement de lever le gage afin de ne pas priver la police nationale de moyens dont elle a besoin pour mener à bien ses missions.